

FAITS SAILLANTS

- Des inondations ont affecté au moins 25 000 personnes à Bangui et ses environs, ainsi que dans les Préfectures de la Ouaka, Basse Kotto, Mbomou et Ouham. Sur l'ensemble des zones affectées, plus de 10 000 maisons seraient détruites et plus de 1 000 puits sont inondés. La communauté humanitaire s'est mobilisée pour soutenir le Gouvernement et établir un plan pour répondre aux besoins les plus urgents des populations affectées, notamment en abris, vivres, eau, hygiène et assainissement.
- La situation humanitaire en RCA demeure alarmante. Une augmentation du nombre de déplacés internes (PDI) de 3% a été rapportée au 30 septembre 2019. Cette augmentation s'explique notamment par de nouveaux déplacements de plus de 20 000 personnes à Birao suite aux affrontements armés du début du mois de septembre. Le nombre de PDI en RCA a de nouveau dépassé la barre symbolique de 600 000 personnes.



OCHA RCA/ Virginie Béro

- P.1 La communauté humanitaire répond aux inondations
- P.1 La protection des civils à l'épreuve dans Bambari
- P.2 L'insécurité alimentaire aiguë augmente en RCA
- P.4 Des flambées de rougeole ont fait des décès
- P.5 Des soins de santé pour les plus vulnérables
- P.6 L'éducation d'urgence pour les retournés

La communauté humanitaire se mobilise pour répondre aux inondations

Le 21 octobre 2019 et les jours qui ont suivi, des pluies diluviennes se sont abattues sur Bangui et ses environs, ainsi que dans les Préfectures de la Ouaka, Basse Kotto, Mbomou et Ouham, Lobaye, Nana-Gribizi, Ombella M'poko et Vakaga. Selon des estimations qui évoluent au fur et à mesure que les informations deviennent disponibles, particulièrement dans les provinces, au moins 56 000 personnes ont été affectées. Sur l'ensemble des zones affectées, plus de 10 000 maisons seraient détruites, tandis qu'à Bangui plus de 1 000 puits ont été inondés et autant de latrines seraient détruites. En collaboration avec le gouvernement centrafricain, les acteurs humanitaires ont effectué dès le 25 octobre des évaluations préliminaires des besoins pour déterminer l'ampleur des dégâts. Les résultats de ces évaluations ont permis d'établir un plan de réponse aux besoins les plus urgents à Bangui et ses environs¹, notamment en abris, vivres, eau, hygiène et assainissement (EHA), en fonction de ressources disponibles. Le 31 Octobre, le Coordonnateur Humanitaire ad intérim, M. Buti Kale, a appelé à la mobilisation des acteurs humanitaires aux côtés du gouvernement, afin de soulager les victimes.



@OIM/Leon Zatao/Alix Nzokode, Bangui. Le quartier M'Poko1 se lève les pieds dans l'eau

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	600 000
# de réfugiés centrafricains	602 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,6 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	1,6 M

FINANCEMENT

430,7 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2019

284,5 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 66% des fonds. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

La protection des civils mise à l'épreuve dans le sud de Bambari

Située à 96 km de Bambari dans le Sud de la Centrafrique, Bangao et ses environs ont vu leur relative accalmie mise à l'épreuve par des affrontements récurrents entre des groupes armés à la fin septembre. Dans la foulée, au moins 13 habitants ont été tués et plusieurs autres blessés, 57 maisons incendiées, tandis que plus de 70% des 9 000 habitants de la région se déplaçaient vers la forêt et les villages environnants. Ce drame s'est produit dans

¹ Les détails de la réponse sur l'ensemble du territoire font l'objet d'une mise à jour spécifique publiée séparément, notamment sur reliefweb.int

une zone où les activités des groupes armés ne permettaient pas déjà à la population d'aller et de venir selon ses besoins de survie quotidienne, notamment l'accès aux champs pour une population vivant principalement de l'agriculture. Les récents affrontements ont empiré la situation.

Une mission d'évaluation pour préparer la réponse suite aux affrontements

Une mission d'évaluation composée du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'Organisation non gouvernementale (ONG) Jesuit refugee service (JRS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est rendue à Bangao, Goussiema, Krakondji et Lioto du 22 au 24 octobre.



@ OCHA, Sandra Kitanda Ouombet, le personnel OCHA tente de désembourber un véhicule bloqué, 22 Octobre 2019

Douze heures pour parcourir en voiture les 96 km séparant Bambari de Bango, soit 1h pour 8 km, c'est ce qu'il a fallu à cette mission pour accéder aux différents villages à évaluer. Les routes dans la région sont fortement endommagées et plusieurs ouvrages de franchissement nécessitent une réhabilitation. Les principaux besoins relevés par cette mission sont notamment dans le domaine de la protection, des abris et articles ménagers essentiels ; eau, hygiène et assainissement.

Peu de perspectives d'avenir sans protection

Même si la situation sécuritaire venait à s'améliorer, les habitants des axes Bambari-Lioto-Bangao ne pourront pas rentrer chez eux, 135 de leurs maisons ayant été incendiées par les belligérants lors des affrontements. Par ailleurs, aucune perspective de retour n'est perceptible pour l'instant, la principale préoccupation pour les habitants étant leur



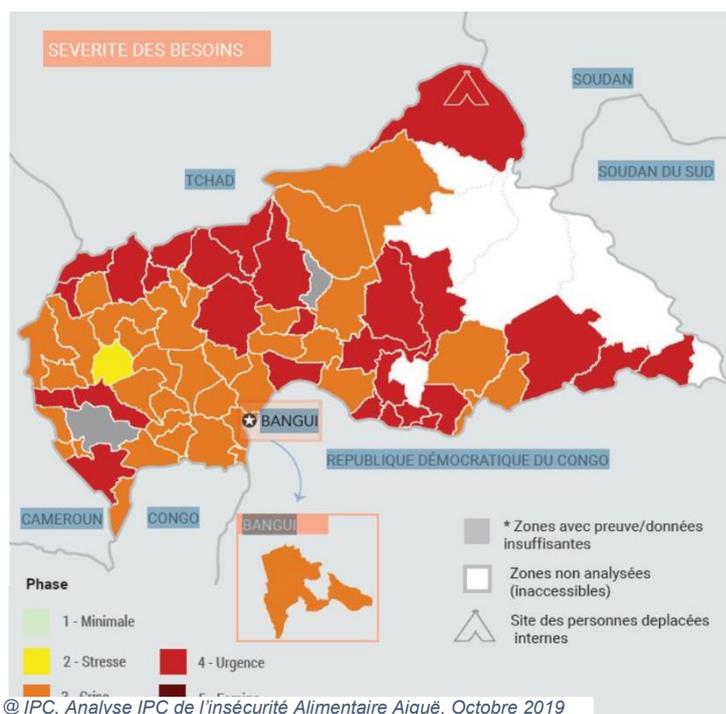
@ OCHA, Sandra Kitanda Ouombet, la mission interagence se réunit avec les communautés affectées par les violences

protection. A Bangao, la population ne s'approvisionne plus en eau à la source aménagée, redoutant une contamination en marge des derniers affrontements. L'alternative qu'elle a trouvée n'est pas non plus recommandable, puisqu'il s'agit d'une source non aménagée. Des maladies d'origine hydrique sont à craindre dans cette région où le niveau de pratiques hygiéniques reste très bas. La pathologie la plus dominante dans la région étant le paludisme, l'OMS a fait une donation de médicaments pour 1 000 patients. La forte pression des acteurs armés sur les activités agricoles a poussé les habitants à s'impliquer de moins en moins dans l'agriculture, affectant ainsi leur principale source de survie. Au-delà du domaine d'assistance, cette région met en exergue la protection comme condition essentielle pour une aide humanitaire efficace, peu importe le secteur. En Centrafrique, une des principales priorités de la communauté humanitaire demeure la protection des civils, notamment le libre accès à leurs moyens de subsistance déjà érodés par des conflits à répétition.

Le nombre de personnes victimes de l'insécurité alimentaire aiguë sévère augmente en RCA

Le 16 octobre marquait la Journée mondiale de l'alimentation. Une opportunité de se pencher sur les projections publiées par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) pour la RCA.

Dans la période de septembre 2019 à avril 2020, correspondant à la période post-récolte dans la plupart des zones agro-climatiques du pays, il est estimé que malgré l'assistance alimentaire planifiée par les partenaires humanitaires, une dizaine de sous-préfectures (Obo, Zemio, Bria, Ndjoukou, Ippy, Kouango, Batangafo, Kabo, Kouï) sur 65 analysées sont en Urgence (IPC phase 4) tandis que 47 sous-préfectures sont en Crise (IPC phase 3). Les populations les plus vulnérables (classées en Urgence - IPC phase 4) se trouvent dans des zones à haute concentration de déplacés. 1,6 millions de personnes, représentant 35% de la population analysée (4,6 millions) est en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère, dont près de 10% en situation d'urgence. Pendant la période de soudure, soit entre mai et août 2020, en l'absence d'assistance alimentaire, il est estimé que 29 sous-préfectures analysées sur 65 seraient en Urgence (IPC phase 4) tandis que la plupart des sous-préfectures restantes seraient en crise (IPC phase 3). 2,1 millions de personnes, représentant 46% de la population analysée est projetée en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère, dont plus de 670 000 personnes en situation d'urgence. On note qu'au total, 1,6 millions de personnes dans la période actuelle et 2,1 millions de personnes dans la période projetée sont en besoin d'une action urgente pour sauver leurs vies, protéger leurs moyens d'existence et réduire leurs déficits alimentaires.



L'insécurité alimentaire étroitement liée à l'insécurité causée par les groupes armés

En termes de localisation géographique, les populations en insécurité alimentaire aiguë se trouvent principalement dans les zones où l'insécurité continue à menacer, et par endroit empêcher complètement l'accès des ménages aux moyens d'existence. En particulier dans les sous-préfectures de Obo, Zemio et Birao, les risques sécuritaires ont mené à des interdictions (formelles ou de facto) de sortir de la ville principale. Par endroit, cette mobilité réduite des populations a affecté la campagne agricole dans la période de semis et affectera certainement le niveau des récoltes des ménages. Plus de 80% des ménages des sous-préfectures de Bria, Zemio et Rafai enregistrent également une forte pression des déplacés sur les ressources locales. Il ressort des principaux indicateurs des résultats que, non seulement les déplacés présentent une consommation inadéquate et des moyens d'existence en crise, mais aussi que les ménages résidents subissent une forte pression sur leurs ressources déjà limitées.

L'insécurité alimentaire étroitement liée à l'insécurité causée par les groupes armés

D'autres facteurs structurels s'ajoutent aux causes de l'insécurité alimentaire aiguë

Hormis les défis et contraintes sécuritaires, le démarrage tardif des pluies de plus de trois semaines par rapport au calendrier saisonnier dans les préfectures de l'Ouest du pays donnera lieu à des récoltes inférieures par rapport à l'année précédente et ne permettra pas de mitiger l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base constatée pendant la période de soudure. Par endroit, une pluviométrie excessive a engendré des inondations avec pertes significatives des cultures tel qu'à Bouca, Bozoum et Birao. En plus de ces événements dommageables, la faible exploitation du potentiel agricole, la non-

diversification des moyens d'existence, la faible couverture et accès aux services sociaux de base, les niveaux insuffisants des revenus des ménages sont les principaux facteurs structurels subjacent de l'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire, une des principales causes sous-jacentes de la malnutrition, touche encore près de la moitié de la population centrafricaine.

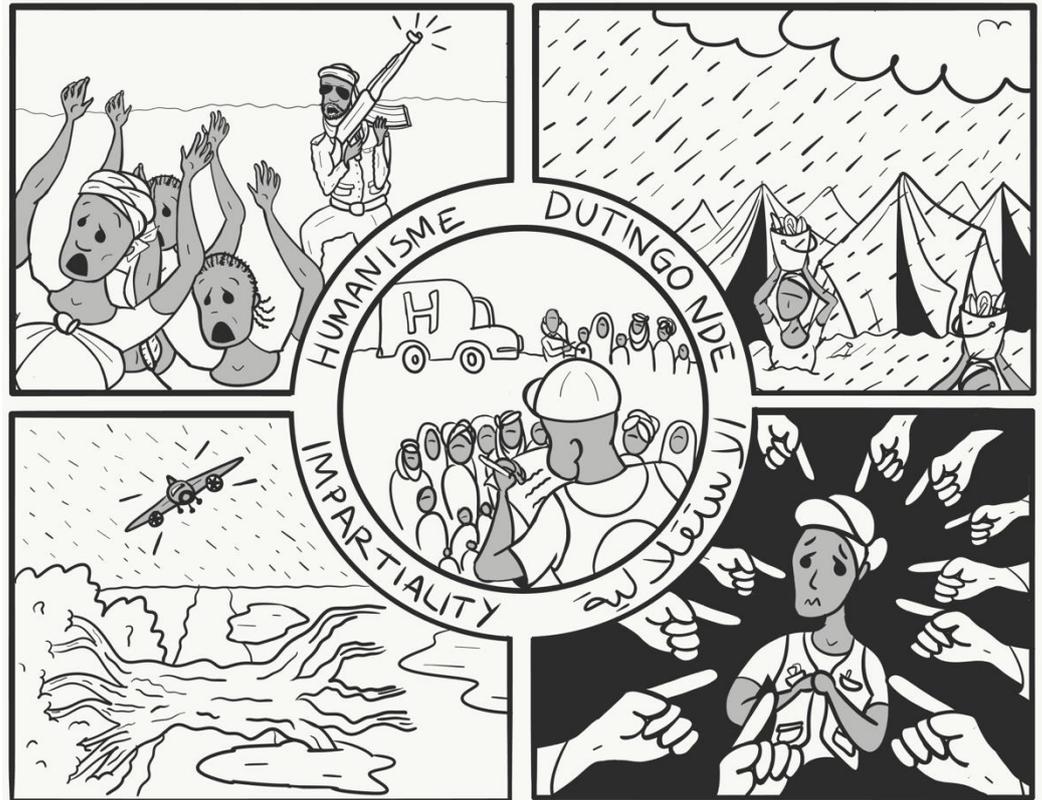
Des flambées de rougeole dans plusieurs localités de la Centrafrique

Entre mai et octobre 2019, les districts sanitaires de Batangafo, Bocaranga-Koui, Ngaoundaye et Nana-Gribizi, respectivement dans l'ouest et le centre-nord de la Centrafrique ont enregistré 1 189 cas suspects de rougeole dont 25 décès. Le district sanitaire de Bocaranga a enregistré l'ensemble des décès, tandis que 67% de l'ensemble des cas proviennent du district de Nana-Gribizi. La campagne de vaccination de masse organisée dans ce district en juillet par l'ONG ALIMA pour les enfants de 6 mois à 5 ans a permis d'infléchir la courbe, mais des nouveaux cas continuent d'être enregistrés, particulièrement dans la sous-préfecture de Mbrès. Cette campagne a couvert les communes de Botto, Nana-Outa et Kaga-Bandoro. A Batangafo, la prise en charge clinique des cas est assurée gratuitement par l'ONG Médecins sans frontières (MSF) qui appuie l'hôpital. Le district sanitaire en partenariat avec les ONG MSF et Mentor Initiative poursuit la prise en charge des malades à Ngaoundaye.

Vers une action de prévention au niveau global

Une campagne nationale de vaccination contre la rougeole pour les enfants de 6 mois à 10 ans est prévue pour le 6 décembre 2019. Pour les quatre districts sanitaires (Nana-Gribizi, Bocaranga-Koui, Ngaoundaye et Batangafo) en épidémie de rougeole, une campagne d'urgence sera organisée anticipativement en novembre 2019 pour stopper la propagation des cas. Les vaccins sont disponibles au Ministère de la santé pour appuyer cette vaccination à travers les partenaires Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

La voix du Pangolin*



Les défis de l'action humanitaire à Birao

L'assistance humanitaire à Birao est confrontée à un contexte sécuritaire complexe, avec d'importants enjeux de protection et d'accès, et des intempéries qui entravent la livraison de l'aide et causent des inondations dans les sites de déplacés. En dépit de ces énormes défis, les humanitaires continuent de fournir l'aide sur les sites tout comme dans la ville de Birao. Cette assistance se fait toujours dans le respect des principes de l'humanisme, de la neutralité, de l'impartialité et de l'indépendance. Des principes qui définissent les fondements de l'action humanitaire.

@OCHA/RCA, Mattia Villa

* Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.

Success Story : Des soins de santé pour les plus vulnérables

Nina (pseudonyme) a parcouru 15 km à pied pour arriver deux jours plus tard au centre de Bakala, au sud-ouest de Bambari dans la région Est de la Centrafrique. Agée de 25 ans, elle a donné naissance à un petit garçon. « C'est mon troisième accouchement. J'ai perdu mes deux premiers enfants à la naissance par manque d'assistance pendant l'enfantement », a-t-elle dit les larmes aux yeux. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 4 femmes meurent chaque jour en Centrafrique à cause des complications de la grossesse ou de l'accouchement.

Bien qu'en 2017 le Centre de santé de cette localité ait repris du service avec le retour des populations chassées par le conflit armé, il n'avait pas la capacité de prendre en charge tous les patients. C'est dans ce contexte qu'entre juillet et octobre, l'ONG Agence Humanitaire Africaine (AHA) a appuyé les formations sanitaires de Bakala dans le domaine de la santé et de la nutrition, avec le financement du Fonds humanitaire pour la République

centrafricaine (FH RCA). Parallèlement et pour la même durée à Grimari, 80 km au sud de Bambari, l'ONG Community Humanitarian Emergency Board (COHEB) a soutenu l'hôpital du district. Ces deux organisations humanitaires ont par ailleurs mis en place des cliniques mobiles dans les zones d'accès difficile.

Gratuité ciblée des soins de santé

En juillet 2019, l'ONG AHA a commencé à fournir des soins de santé ciblés gratuits à l'hôpital de Bakala et au poste de santé de Morouba à 18 km de Bakala. Les principaux bénéficiaires de ces soins sont les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants de moins de cinq ans. En plus de la prise en charge gratuite, AHA a mis en place un programme de renforcement des capacités du personnel soignant. 13 agents de santé ont par exemple été formés sur la prescription de médicaments au mois de juillet.

Les maladies les plus récurrentes dans la région sont le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aiguës. « Chaque jour, nous recevons en moyenne 50 enfants de moins de cinq ans et 30 adultes. La plupart sont des cas de paludisme », a expliqué Cyrille Pombolo, Chef de Centre de Bakala. Jusqu'en septembre 2019, AHA a consulté près de 7 000 personnes dans la sous-préfecture de Bakala, notamment à travers six cliniques mobiles qui circulent deux fois par mois sur les axes Bakala-Mbrès, Bambari-Bakala et Bakala-Ndachima.

Dans le cadre d'un protocole de collaboration avec l'hôpital de district de Grimari, l'ONG COHEB a fourni à l'hôpital un soutien technique mais aussi financier pour appuyer les services de maternité, l'unité nutritionnelle, le bloc opératoire, le service de consultation et le service de la vaccination.

Une gratuité essentielle pour servir l'ensemble de la population

Même si l'appui des deux ONG est ciblé, il a permis à une majorité de la population retournée de recevoir des soins gratuits, un appui indispensable au vu de la très forte fréquentation enregistrée. « Entre les mois de février et juillet où COHEB supervisait la prise en charge à l'hôpital, nous avons reçu 50 à 60 femmes en consultations prénatales par mois. A la pédiatrie, 20 à 30 enfants étaient pris en charge par mois », a relevé la sage-femme responsable de la maternité, Bardam Georgine. Celle-ci déplore une faible fréquentation suite à la fin du projet. Parallèlement, l'assistance humanitaire visant à relancer l'économie locale et restaurer les moyens de subsistance des personnes vulnérables de la région est de la RCA, devrait progressivement permettre aux habitants d'accéder aux soins de santé payants.

La crise a fortement réduit l'accès aux services de base en RCA. En 2019, le nombre de personnes dans le besoin d'assistance sanitaire est de plus de 2 000 000. Ces besoins ont été exacerbés par les affrontements entre hommes armés qui, en plus d'avoir déplacé la population, ont occasionné la destruction des structures sanitaires.

Une éducation d'urgence pour les enfants retournés

Le lundi 16 septembre 2019, les enfants scolarisés des 16 préfectures de la République centrafricaine reprenaient officiellement le chemin de l'école. Toutefois, dans plusieurs localités du pays un bon nombre d'entre eux restaient en dehors du système scolaire, faute d'enseignants qualifiés



@ONG Maison Prisca, Bakouma Préfecture de Mbomou. Les élèves retournés rassemblés dans la cour d'école pour suivre les instructions des enseignants.

disponibles. Malgré une augmentation générale du nombre d'élèves, beaucoup d'enfants restent déscolarisés à cause des violences qui continuent d'affecter plusieurs régions du pays. Le 30 décembre 2018, la ville de Bakouma, située à 130 km au nord de Bangassou a été attaquée par des hommes en armes, forçant femmes et enfants à quitter la ville pour se mettre à l'abri. Ces violences ont causé le départ de nombreux professeurs qualifiés et ont donc fortement compromis l'accès des enfants à l'éducation. C'est pourquoi l'ONG « Maison Prisca Maipri », sur financement du Fonds Humanitaire, a mis en place un projet d'éducation d'urgence en faveur des enfants retournés de cette localité.

En juin 2019, l'ONG a identifié 1 089 enfants retournés et a relancé des activités scolaires à Bakouma. Les enfants identifiés ont bénéficié de kits scolaires et 500 enfants déscolarisés ont pu suivre une formation en alphabétisation.

Afin de faciliter la reprise des cours, 250 leaders communautaires ont été sensibilisés sur l'importance de laisser les enfants aller à l'école et 25 maîtres-parents (instituteurs communautaires) ont été recrutés et formés par l'ONG afin de faciliter la reprise des cours. Grâce au soutien du Fonds humanitaire, chaque instituteur reçoit, mensuellement, une somme forfaitaire de 35 000 FCFA.

En parallèle aux activités de soutien en éducation d'urgence, l'ONG « Maison Prisca Maipri », a ouvert sur ses propres fonds un complexe scolaire allant de l'école maternelle au collège dans la commune de Bimbo. 79 orphelins victimes de la crise bénéficient d'une scolarisation gratuite, quel que soit leur confession ou origine ethnique.

Cette organisation locale apporte également un soutien aux femmes démunies. De 2009 à ce jour, 234 filles et femmes ont été formées en couture. Après leur formation de trois ans, des kits de couture leur ont été remis (ils sont composés d'une machine à coudre, d'une paire de ciseaux et de tissus), leur permettant d'être tout de suite opérationnelles, comme en témoigne Yatouba Annie Patricia qui a souhaité partager son expérience. « Grâce à la formation de couture et les kits que j'ai reçus de la part de l'ONG « Maison Prisca Maipri », j'ai ouvert mon atelier et maintenant je suis financièrement autonome ».

L'ONG « Maison Prisca Maipri », mène également des activités dans le sud-est du pays. A Mbaïki, Mongoumba et Pissa, 50 femmes bénéficient de la formation en couture. « Les bénéficiaires ont été choisies sur la base de critères de vulnérabilité. Ce sont des femmes démunies qui ont tout perdu pendant la crise », a indiqué le Coordonnateur de cette organisation, Monsieur Singa-Gbazia Aimé Simplicie.

L'ONG « Maison Prisca Maipri », a été créée en 2007 à Bangui. Elle intervient dans le domaine de l'éducation, de la protection contre les violences basées sur le genre et de la cohésion sociale. Le siège national se situe à Bimbo dans la préfecture de l'Ombella M'Poko.

Vous pouvez contacter l'ONG « Maison Prisca Maipri » au +236 75 04 68 75
Email : maison_prisca@yahoo.fr

En bref

Aperçu des mouvements de populations



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

APERÇU DES MOUVEMENTS DE POPULATION

25 octobre 2019

CHIFFRES CLES



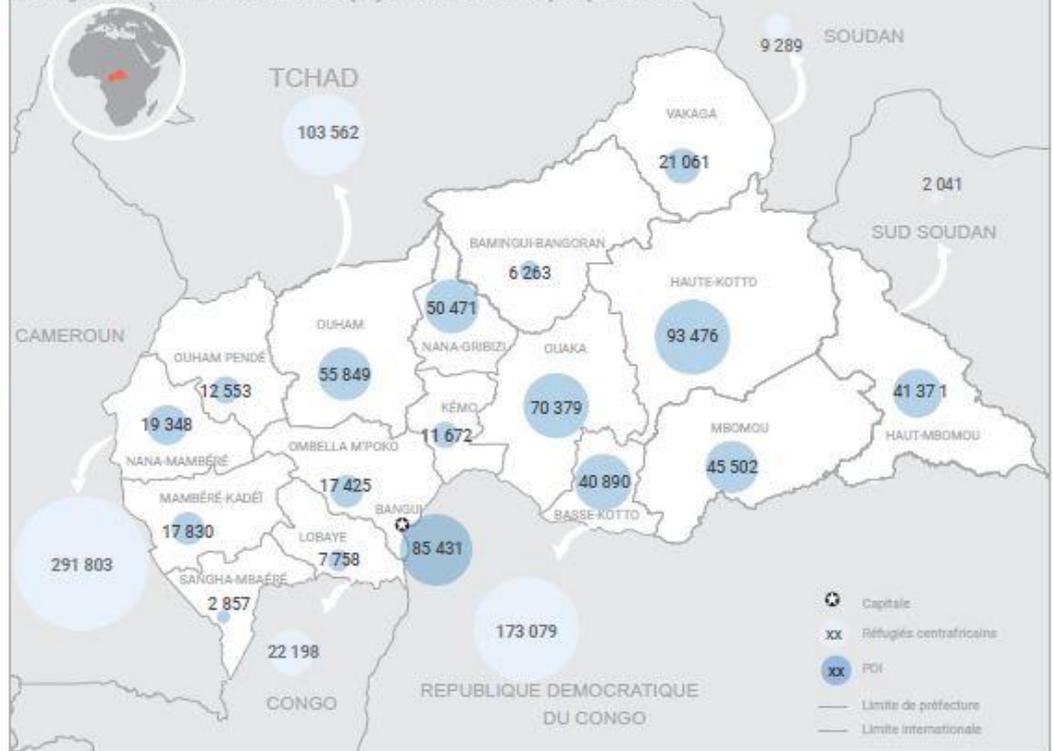
* au 30 septembre 2019



** 30 septembre 2019 *** 57SD janvier à juillet 2019 et CMP septembre 2019



Réfugiés centrafricains dans les pays voisins et PDI par préfecture



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte ne signifient pas l'approbation ou l'acceptation des Nations Unies

Date de création: 25 octobre 2019 Sources: CMP, HCR, OCHA, Partenaires Feedback: ochacar_fm@un.org www.unocha.org/car www.reliefweb.int car.humanitarianresponse.org

Le nombre de déplacés internes en RCA a augmenté de 3%

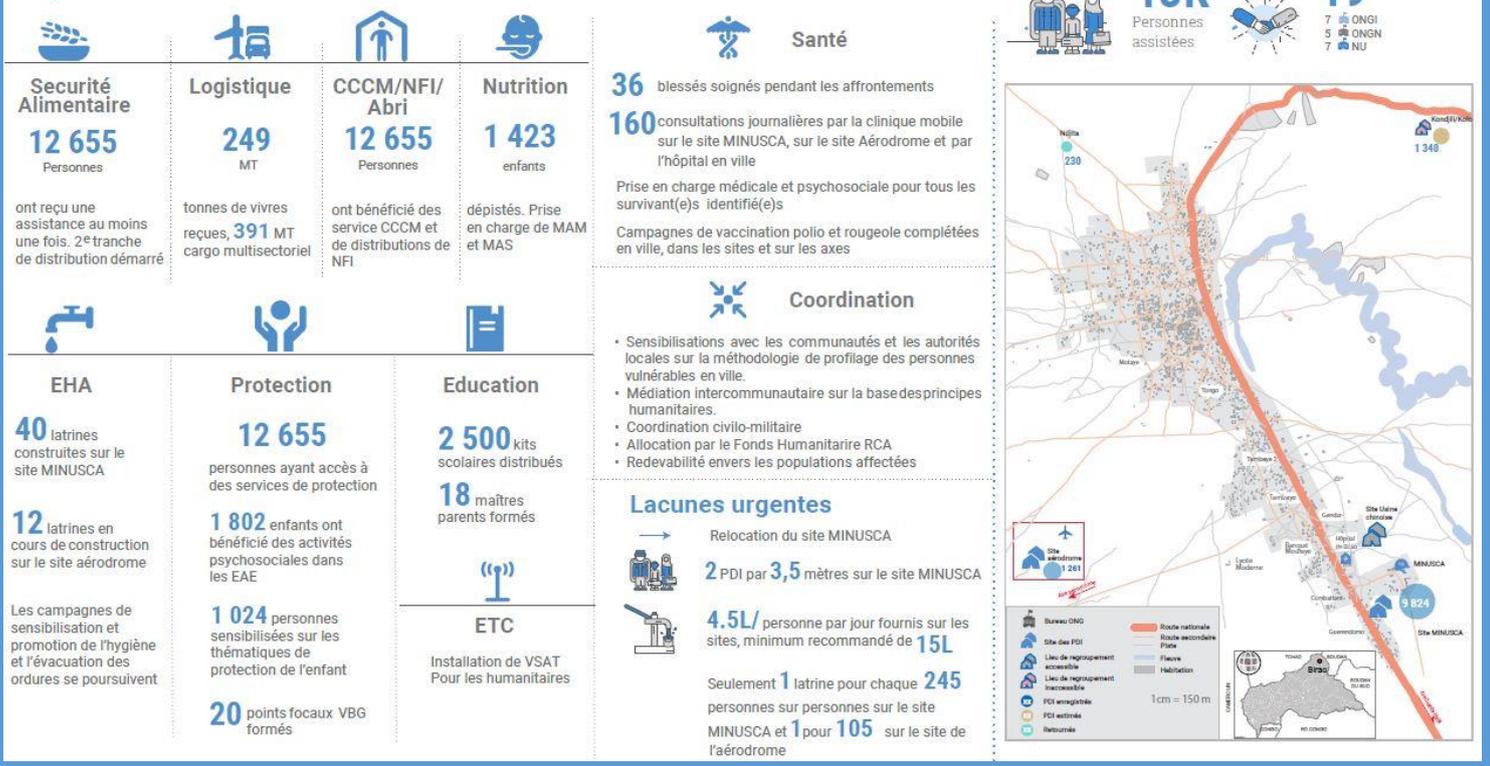
La situation humanitaire en RCA demeure alarmante. Une augmentation du nombre de déplacés internes (PDI) de 3% a été enregistrée au 30 septembre 2019. Cette augmentation s'explique notamment par de nouveaux déplacements de plus de 20 000 personnes à Birao suite aux affrontements armés du début du mois de septembre. En conséquence, le nombre de PDI en RCA a de nouveau dépassé la barre symbolique de 600 000 personnes.

Suivez notre aperçu des mouvements de population en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/central-african-republic/infographic/rca-ocha-aperçu-des-mouvements-des-populations>

Le saviez-vous ?

Réponse Humanitaire - Crise Birao



La communauté humanitaire à pied d'œuvre pour assister les populations affectées à Birao

La situation humanitaire à Birao reste dramatique, avec des tensions intercommunautaires et des besoins aigus qui demandent souvent une médiation par les acteurs humanitaires avec les communautés sur les critères d'assistance et la promotion des principes humanitaires. En dépit des contraintes sécuritaires et logistiques, l'assistance et les évaluations se poursuivent sur les sites et – plus récemment - en ville et sur les axes. Un profilage dans les quartiers de Birao a été fait, afin de fournir une assistance aux plus vulnérables qui se trouvent en ville, y compris les personnes qui sont rentrées chez elles. Différentes campagnes de sensibilisation continuent aussi dans plusieurs domaines, y compris EHA, protection, violences basées sur le genre (VBG) et protection de l'enfant.

Suivez notre aperçu de la réponse humanitaire à Birao en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/central-african-republic/infographic/rca-ocha-aperçu-de-la-situation-humanitaire-birao-au>

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Rosaria Bruno, Adjointe au Chef de Bureau, bruno1@un.org, Tel. (+236) 70 55 06 64

Maxime Nama, Chargé de l'Information Publique, namacirhibuka@un.org; Tel. (+236) 70 12 24 43

Les bulletins humanitaires de OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org